

ÉCLAIRAGE

Les ambitions de la Chine au Moyen-Orient

Intéressé par la région depuis les années 1990 pour ses hydrocarbures, l'empire du Milieu a su développer ses relations commerciales pour se positionner en partenaire alternatif, y compris dans le domaine sécuritaire.

Laure-Maïssa FARJALLAH, Maëlle HARFOUCHE, et Julie KEBBI

L'appel américain au boycott diplomatique des Jeux olympiques de Pékin n'y aura rien fait. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, l'émir qatari Tamim ben Hamad al-Thani, le prince héritier d'Abou Dhabi Mohammad ben Zayed et l'ambassadrice d'Arabie saoudite à Washington Reema bint Bandar al-Saoud... Tous ont répondu présents à l'invitation du président chinois Xi Jinping pour assister à la cérémonie d'ouverture des jeux d'hiver au début du mois. Accueillis en grande pompe parmi une trentaine de chefs d'État, ces responsables arabes, par ailleurs alliés des États-Unis, ont parallèlement pris part à des « mini-sommets » avec le dirigeant chinois. « Développer de bonnes relations de travail avec les pays du Moyen-Orient correspond à l'ambition politique de Pékin et à sa préférence pour le multilatéralisme », soutient John Calabrese, directeur du projet Moyen-Orient/Asie au Middle East Institute.



Le président chinois Xi Jinping a déployé une haie d'honneur pour la visite à Pékin du prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammad ben Zayed, le 22 juillet 2019. Photo AFP

Une stratégie gagnant-gagnant alors que l'intensification des efforts de Pékin intervient à un moment où Washington poursuit son désengagement du Moyen-Orient au profit d'un pivot vers l'Asie et que les pays de la région cherchent à diversifier leurs alliances. Profitant du vide, et alors qu'il ne joue traditionnellement pas un rôle géopolitique de premier plan dans la région, Pékin a tenu à garder une équilibre politique avec ses partenaires parfois rivaux. En janvier dernier, des représentants de certains pays du Conseil de coopération du Golfe, accompagnés du secrétaire général de l'organisation, s'étaient déjà rendus à Pékin pour aborder la question des prix actuellement élevés des hydrocarbures alors que plus de 40 % de la consommation chinoise d'or noir provient du Moyen-Orient et que ses besoins ne tarissent pas. Peu après, le chef de la diplomatie iranienne annonçait, lors d'une visite en Chine, la mise en œuvre d'un partenariat stratégique sur 25 ans de 400 milliards de dollars signé en 2021, qui prévoit des investissements chinois en échange de pétrole iranien à prix réduit – coïncidant avec la reprise des pourparlers sur le nucléaire iranien à Vienne, auxquels Pékin est partie prenante. « C'est la diplomatie commerciale qui guide Pékin, parce que les Chinois ont une vision

Des hydrocarbures au militaire

Si l'intérêt de la Chine au Moyen-Orient était d'abord purement énergétique depuis les années 1990, et ce pour assurer sa croissance économique gourmande en énergie, Pékin a élargi son approche au cours des dernières années pour faire de la région une composante stratégique de la Belt and Road Initiative (BRI). Lancée en 2013 par Xi Jinping et aussi connue comme la nouvelle route de la soie, elle prévoit des projets d'infrastructure tels que les constructions de ports et de stades et des investissements qui ont permis de développer des réseaux de télécommunication. Pékin a su tirer parti de sa présence accrue dans la région pour inonder de nouveaux marchés et contrôler les parcs industriels et l'interconnectivité des ports situés sur la BRI.

De la Méditerranée au canal de Suez en traversant la mer Rouge jusqu'au détroit de Bab el-Mandeb, situé en face de la Corne de l'Afrique, avant de remonter vers le Golfe d'Oman, la présence chinoise est visible entre autres à Port Saïd en Égypte, dans les ports de Duqm à Oman et de Jizan en Arabie saoudite.

Alors que les dépenses liées au plan chinois ont été réduites ces dernières années, elles sont désormais tirées par l'Afrique et le Moyen-Orient. L'Irak a signé l'année dernière des nouveaux contrats de construction pour plus de 10 milliards de dollars, en faisant l'un des plus gros bénéficiaires de la BRI. Le mois dernier, et en dépit des sanctions américaines prévues par la loi César, la Chine a officiellement intégré la Syrie de Bachar el-Assad au projet. Pékin avait depuis longtemps signifié son intérêt à investir dans la reconstruction du pays ravagé par plus d'une décennie de guerre civile. Si le risque est assumé par Pékin, l'instabilité de la région pose néanmoins la question de la sécurisation des investissements et de la liberté de mouvement commercial. En ce sens, la Chine « a déjà posé les bases d'une interaction militaire à travers des ports réguliers ou périodiques où elle a des délégations militaires et

des forces de combat », souligne John Calabrese. Selon des informations du quotidien américain *Wall Street Journal* divulguées en novembre dernier, des agences de renseignements américaines avaient repéré plus tôt dans l'année la construction secrète d'une base militaire chinoise dans le port de Khalifa, au nord d'Abou Dhabi, où le conglomérat chinois Cosco a construit et gère un terminal commercial de conteneurs. À force de pressions sur son partenaire stratégique au cours de multiples réunions, Joe Biden a finalement réussi à obtenir des Émirats arabes unis que le projet soit mis à l'arrêt. La fédération émiratie, dont la Chine est le premier partenaire commercial avec plus de 50 milliards de dollars d'échanges non pétroliers par an, a nié avoir eu connaissance du projet militaire dans le port. La présence chinoise au Moyen-Orient inquiète d'autant plus les Américains que Washington et Pékin sont à couteaux tirés en mer de Chine du Sud depuis plusieurs années. « Jusqu'à ces dernières tensions avec les États-Unis, la Chine n'avait pas exprimé de grand intérêt à avoir une présence militaire dans la région. Elle était ravie de profiter de la sécurité et de la stabilité que les capacités militaires américaines ont créées dans le Golfe Arabique », re-

marque Nader Habibi, professeur en économie du Moyen-Orient à l'Université Brandeis.

Si Washington reste l'interlocuteur principal et irremplaçable pour de nombreux pays de la région en termes sécuritaires, Pékin fait désormais jouer la concurrence en se disant prêt à répondre aux sollicitations de ceux qui souhaitent diversifier leurs partenariats. « Sur le plan militaire et sécuritaire, les Chinois s'illustrent moins sur des coopérations de forces armées et des ventes de gros armements que ce n'est le cas dans les relations avec les partenaires occidentaux plus traditionnels. Avec la Chine, on constate surtout des coopérations sur des niches qui pourraient toutefois s'avérer déterminantes, comme les drones armés et la cybersécurité », précise Emma Soubrier, experte à l'Institute for Middle East Studies à Washington. Dans le domaine des télécommunications, Riyad et Abou Dhabi ont par ailleurs signé avec le géant chinois Huawei des contrats pour le déploiement de la 5G sur leurs territoires, inquiétant Washington quant à un possible transfert massif de données au régime chinois. Signe d'agacement face à la pression américaine pour arrêter le projet, Abou Dhabi a suspendu les négociations pour l'achat d'avions de combat américains F-35 à la mi-décembre 2021. Quelques jours plus tard, CNN révélait que l'Arabie saoudite avait, quant à elle, lancé sa propre production de missiles balistiques avec l'aide de la Chine, selon des renseignements américains. Des informations qui ont refroidi un peu plus les relations entre Washington et Riyad, qui s'étaient déjà largement détériorées depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche en janvier 2021, en raison des violations des droits humains de la coalition menée par l'Arabie saoudite au Yémen et de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en 2018 dans le consulat de son pays à Istanbul.

Non-ingérence mutuelle

Prônant l'absence de conditionnalité politique dans ses relations, Pékin se targue pour sa part de contribuer au développement de ses partenaires plutôt que de leur imposer la démocratie « sur le modèle occidental ». « Nous croyons que les peuples du Moyen-Orient en sont les maîtres. Il n'y a pas de "vacance du pouvoir" ni de besoin d'un "patriarcat venu d'ailleurs" », résumait ainsi le ministre chinois des Affaires étrangères

en janvier 2021.

« Maintenir un engagement de non-ingérence et une neutralité est une composante importante de la stratégie diplomatique chinoise dans la région MENA », souligne Nader Habibi. Un moyen, aussi, de garantir que les partenaires de Pékin ne s'immiscient pas dans les affaires intérieures chinoises. Tandis que les autorités chinoises sont accusées par la communauté internationale de perpétrer des violences politiques à caractère génocidaire envers la minorité musulmane des Ouïgours, le prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane avait soutenu en 2019 « le droit de la Chine à prendre des mesures de contre-terrorisme et de déradicalisation pour protéger sa sécurité nationale ».

Mais si elle s'est renforcée au cours de ces dernières années, l'influence chinoise au Moyen-Orient a des limites et n'est pas toujours vue d'un bon œil par les populations concernées. En Iran notamment, le partenariat stratégique signé l'année dernière n'a pas été soumis au vote du Parlement. Resté très secret, il alimente des rumeurs sur ce dont la République islamique a dû se départir en échange d'investissements. Tandis que le pétrole est vendu à un prix très inférieur à celui du marché en raison des sanctions internationales, certains observateurs iraniens ont évoqué des territoires cédés à la Chine pour construire une base militaire. En filigrane de ces craintes se cache le piège de l'endettement que Pékin a été accusé de tendre à ses partenaires, notamment en Afrique. Dans des pays qui n'ont pas la capacité de financer entièrement ou de cofinancer les projets de la BRI, des prêts chinois sont mis en place qui, s'ils ne sont pas remboursés, donnent le droit au créancier de s'emparer du bien en question. Ayant compris la nécessité de déployer son « soft power », la Chine a prévu de construire en Irak 7 000 écoles, 1 000 cliniques et plus de 90 000 maisons dans le quartier de Sadr City à Bagdad, fief populaire du nouvel homme fort du pays, Moqtada Sadr. « Sur le long terme, si la croissance économique chinoise rencontre des difficultés et si les États-Unis et autres puissances occidentales accordent plus d'importance au développement de la région, l'attrait de Pékin diminuera », nuance toutefois Hongda Fan, professeur au Middle East Studies Institute de l'Université de Shanghai pour les études internationales (SJSU).

DROITS HUMAINS

En Afghanistan, une poignée de résistantes défient les talibans

Auparavant étudiantes, enseignantes, humanitaires ou femmes au foyer, aujourd'hui elles œuvrent en secret à la défense de leurs droits.

Le pas rapide, la tête baissée pour ne pas attirer l'attention, quelques femmes s'engouffrent prudemment l'une après l'autre dans un petit appartement de Kaboul.

Au mépris du danger, elles viennent préparer leur prochaine action contre les talibans qui ont repris le pouvoir en Afghanistan le 15 août après deux décennies d'insurrection et fait voler en éclats leurs acquis et leurs rêves.

Au début, elles n'étaient qu'une quinzaine à participer à ce mouvement naissant de résistance civile. Surtout des jeunes filles d'une vingtaine d'années. Depuis leur première action en septembre, le réseau s'est élargi à des dizaines de femmes, auparavant étudiantes, enseignantes, humanitaires ou femmes au foyer qui aujourd'hui œuvrent en secret à la défense de leurs droits.

« Je me suis dit pourquoi ne pas les rejoindre plutôt que de rester à la maison, déprimée, à ruminer sur tout ce que nous avons perdu », raconte l'une d'elles, âgée de 20 ans.

Elles ont conscience du danger : plusieurs camarades ont disparu. Mais elles sont déterminées à poursuivre le combat contre les talibans qui, lors de leur premier passage au pouvoir, ont piétiné leurs libertés fondamentales et qui, après leur retour, n'ont pas tardé à les réprimer à nouveau.

Des journalistes de l'AFP ont pu assister à deux de leurs réunions en janvier. Bravant le risque d'être arrêtées, ostracisées ou de voir leur famille menacée, plus de 40 femmes, parfois des mères avec leurs filles, sont venues à la première. La plupart s'expriment sous couvert d'anonymat pour raisons de sécurité. Lors de la seconde, quelques militantes préparent la prochaine manifestation. Portable dans une main, stylo dans l'autre, une activiste lance un œil sur une banderole réclamant l'égalité de traitement pour les femmes : « Ce sont nos

seules armes », dit-elle.

Être un exemple

Entre 1996 et 2001, les talibans ont interdit aux femmes de travailler, d'étudier, de faire du sport ou de sortir seules dans la rue. Aujourd'hui, ils assurent s'être modernisés. Mais ils ont imposé une stricte ségrégation entre les sexes sur la plupart des lieux de travail, largement exclu les femmes des emplois publics, fermé la plupart des collèges et lycées publics aux adolescentes et modifié les programmes des universités pour qu'ils reflètent leur interprétation stricte de la charia, la loi islamique.

Encore hantées par le souvenir du précédent régime taliban, nombre d'Afghanes sont trop effrayées pour sortir manifester ou restent soumises à la pression de leurs familles qui leur demandent de rester à la maison.

Une jeune femme de 24 ans raconte comment elle a dû tenir tête à sa famille conservatrice – dont un oncle qui jetait ses livres pour l'em pêcher de s'instruire. « Je ne veux pas laisser la peur me contrôler et m'empêcher de parler », dit-elle.

Ces vingt dernières années, les Afghanes, surtout dans les grandes villes, ont pu faire de longues études universitaires, devenir chefs d'entreprise, occuper des postes ministériels.

Que les filles et femmes se retrouvent à nouveau complètement confinées chez elles, c'est la plus grande peur de Shala, ancienne employée gouvernementale d'une quarantaine d'années qui a perdu son emploi depuis le retour des talibans.

La nuit parfois, cette mère de quatre enfants se glisse dehors pour peindre sur les murs de la capitale des slogans comme « Vive l'égalité ». « Je veux juste être un exemple pour les jeunes femmes, leur montrer que je n'abandonnerai pas le combat », dit-elle d'une voix douce. Elle a le soutien de son mari, et de ses enfants qui parcourent la maison en scan-

dant « Éducation ! Éducation ! »

Précautions

Pour mener leurs actions, ces militantes prennent un maximum de précautions. Avant d'intégrer de nouvelles venues, Hoda Kamosh, poétesse de 26 ans, ex-employée d'une ONG œuvrant à renforcer l'autonomie des femmes, s'assure que l'on puisse leur faire confiance, qu'elles soient engagées. Un des tests consiste à leur demander de préparer rapidement banderoles ou slogans. Les plus rapides sont souvent les plus déterminées, pense Hoda, au regard vif et au tempérament énergique.

Une fois, elles ont donné à une postulante un faux rendez-vous pour manifester. Les talibans sont arrivés sur place en avance, elles ont coupé les ponts avec cette femme soupçonnée de les avoir prévenus.

Le noyau dur des activistes utilise un numéro de téléphone dédié pour se coordonner avant chaque action. Ce numéro est ensuite déconnecté pour s'assurer qu'il ne soit pas tracé. Hoda, dont le mari a été menacé, a déjà dû changer plusieurs fois de numéro.

Le message n'est envoyé au plus grand nombre que quelques heures avant le rendez-vous. Les femmes arrivent par groupes de deux ou trois, se postent devant des magasins faisant mine d'être des clientes. Avant de se rassembler précipitamment à la dernière minute en déployant des banderoles et en entonnant des slogans : « Égalité ! Égalité ! Assez de restrictions ».

Immanquablement, elles sont vite encerclées par des combattants talibans qui les refoulent, leur crient dessus ou pointent leurs armes sur elles. L'une d'elles se souvient avoir donné une claque à un taliban. Une autre d'avoir continué à scander des slogans une arme dans le dos.

Raids de nuit

Mais cela devient de plus en plus dangereux. Les talibans « ne tolèrent



Manifestation de femmes à Kaboul, le 16 janvier 2022. Wakil Kohsar/AFP/FILE

pas la contestation. Ils ont battu d'autres manifestants, tabassé très brutalement des journalistes couvrant les rassemblements. Ils ont recherché des manifestantes et organisatrices de manifestations après-coup », énumère Heather Barr, chercheuse spécialisée dans les droits des femmes chez Human Rights Watch (HRW).

Mi-janvier, les talibans ont pour la première fois utilisé du spray lacrymogène contre des militantes qui avaient peint des taches rouges sang sur une burqa blanche pour protester contre le port de ce voile intégral grillagé au niveau des yeux, symbole de l'oppression des femmes dans ce pays.

Quelques jours plus tard, deux des manifestantes – Tamana Zaryabi Paryani et Parwana Ibrahimkhel – étaient appréhendées lors d'une série de raids menés dans la nuit du 19 janvier, selon les activistes.

Dans un vidéo dramatique diffusé sur les réseaux sociaux juste avant que l'on ne s'empare d'elle, Mme Paryani appelle à l'aide : « S'il vous plaît, aidez-moi ! Les talibans sont venus chez nous. (...) Mes sœurs sont là », s'affole-t-elle.

L'ONU et HRW ont appelé le nouveau régime à enquêter sur leur disparition. La Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Michelle Bachelet a exprimé son inquiétude. Dimanche, près d'un mois après leur arrestation, la mission de l'ONU en Afghanistan (Manua) a annoncé

la libération, « par les autorités » talibanes, de Tamana Zaryabi Paryani et Parwana Ibrahimkhel, ainsi que de deux autres militantes, Mursal Ayar et Zahra Mohammadi, arrêtées, elles, début février.

Le porte-parole du gouvernement, Zabihullah Mujahid, a nié toute implication des talibans. Tout en précisant que les autorités avaient « le droit d'arrêter et d'écrouer les opposants ou ceux qui violent la loi ».

Réseaux sociaux

« Ces femmes (...) ont dû créer quelque chose à partir de rien », souligne Heather Barr de HRW. « Il y a beaucoup de militantes très expérimentées qui ont travaillé en Afghanistan pendant des années (...), mais presque toutes sont parties après le 15 août. » Au fil des mois, elles ont appris à s'adapter. Au début, les manifestations prenaient fin dès qu'une femme était agressée. Maintenant, explique Hoda, dans de tels cas deux militantes s'occupent de la victime et les autres continuent leur action.

Comme les talibans empêchent les journalistes de couvrir ces rassemblements, elles utilisent des smartphones haut de gamme pour prendre photos et vidéos qu'elles postent ensuite sur les réseaux sociaux. Les images, où on les voit souvent montrer leur visage en un geste de défiance, sont ensuite relayées dans le monde entier.

Un autre groupe de femmes, plus modeste, cherche à se concentrer sur des formes de protestation qui évitent la confrontation directe avec les islamistes. « Quand je suis dehors dans les rues, mon cœur et mon corps tremblent », explique Wahida Amiri, ex-bibliothécaire de 33 ans déjà engagée contre la corruption sous l'ancien gouvernement. La jeune femme retrouve parfois des amies dans le secret d'une maison où elles filment et postent des images de veillées à la chandelle au cours desquelles elles déploient des banderoles demandant le droit à l'éducation et au travail.

À coups aussi d'articles et de débats sur Twitter ou sur l'application de conversations audio Clubhouse, elles ont l'espoir que les réseaux sociaux permettront au monde de prendre conscience de leur sort.

Ailleurs dans le pays, des manifestations plus sporadiques ont été organisées comme à Bamiyan (Centre), à Hérat (Nord-Ouest) ou à Mazar-i-Sharif (Nord).

« Il se peut qu'on échoue. Tout ce que nous voulons, c'est faire résonner la voix de l'équité et qu'au lieu de cinq femmes, des milliers nous rejoignent », explique Wahida Amiri. Car « si nous ne nous battons pas pour notre avenir aujourd'hui », dit Hoda Kamosh, « l'histoire de l'Afghanistan se répètera ».